

Article 21 du Règlement

Ces dernières semaines, des milliers de Canadiens ont tâché de persuader le gouvernement de changer d'avis sur cette question. Depuis que le Canada a voté non le 20 novembre, des Canadiens de toutes les régions du pays ont écrit au gouvernement pour le supplier d'appuyer l'appel des Nations Unies en faveur d'un gel mutuel, équilibré et vérifiable de la production des armes nucléaires entre les deux superpuissances. A l'instar des libéraux avant lui, le gouvernement actuel n'a pas tenu compte de l'opinion publique, des instances de la population et de l'urgence qu'il y a à mettre fin à la course aux armements nucléaires.

Le Nouveau parti démocratique a tenté cette semaine à la Chambre de convaincre le gouvernement de la sagesse et de la nécessité d'appuyer cet effort de l'Organisation des Nations Unies. Le gouvernement n'a pas écouté. Les conservateurs ont plutôt préféré, comme l'ont fait les libéraux avant eux, suivre le même conseil dépassé qui vient en grande partie du Pentagone. Sur cette question vitale du désarmement nucléaire, il n'existe malheureusement aucune différence entre les deux vieux partis, et rien de neuf à propos du nouveau gouvernement du Canada . . .

M. le Président: Je regrette d'avoir à dire à la députée que son temps de parole est écoulé.

* * *

PETRO-CANADA

LE RENDEMENT DE LA MISE DE FONDS

M. Paul Gagnon (Calgary-Nord): Monsieur le Président, j'interviens pour demander s'il est bien prudent, en ces temps d'austérité, d'investir 4.2 milliards de dollars dans Petro-Canada. D'après une analyse récente des finances de cette société on peut voir qu'elle obtient un rendement de 1.2 p. 100 sur la mise de fonds comparativement à celui de 9.9 p. 100 de sociétés semblables. Ce résultat lamentable est-il attribuable en partie au fait que les sociétés Petrofina et BP ont été rachetées au prix fort? Songez, monsieur le Président, que d'après la même analyse, l'actif de Petro-Canada serait surévalué d'environ 2 milliards de dollars. Je mets également en doute certaines des décisions de la société.

La société détient une énorme réserve de locaux commerciaux vacants à Calgary. Par exemple, l'immeuble Hanover est loué à environ \$20,000 par jour depuis avril 1982. Aujourd'hui, soit 950 jours plus tard, il n'est toujours occupé qu'aux trois quarts. C'est un gaspillage de 15 millions de dollars.

Le rachat de Petrofina ne représente qu'un seul aspect de la question. Il faut examiner toutes les opérations, les rachats, les biens immobiliers, les coûts d'exploitation et la gestion. Je réclame une enquête parlementaire afin d'établir s'il était prudent d'investir 4.2 milliards de deniers publics, et si la société était et est encore aussi bien dirigée que des entreprises canadiennes comparables . . .

M. le Président: Je suis désolé, mais le temps de parole du député est épuisé.

L'ENVIRONNEMENT

LE SERVICE CANADIEN DE LA FAUNE

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, devant le tollé de protestations, une leur de compréhension commence à poindre au gouvernement à propos du rôle qu'il doit jouer pour protéger notre environnement. Il a fini par comprendre qu'il devait continuer à étudier les effets des pesticides forestiers sur les oiseaux migrateurs, des déversements toxiques dans les Grands lacs sur les goélands argentés et le comportement migratoire des caribous du Nord. Autre rumeur encourageante au gouvernement: il aurait décidé de maintenir en activité les centres d'interprétation de la nature. Je demande instamment au ministre de l'Environnement (M^{me} Blais-Grenier) et au gouvernement de reconnaître que l'environnement est important en revenant sur leur triste décision de sabrer dans le Service canadien de la faune.

* * *

LA LOI DE STABILISATION CONCERNANT LE GRAIN DE L'OUEST

ON DEMANDE DES MODIFICATIONS

M. Lee Clark (Brandon-Souris): Monsieur le Président, dans le sud-ouest du Manitoba ainsi qu'en Saskatchewan et en Alberta, une bonne partie des récoltes de cette année a été soit endommagée soit détruite par la sécheresse et les sauterelles. A cause de cela, de nombreux céréaliers des Prairies ont de graves problèmes de liquidités. Je sais que mes collègues, le ministre de l'Agriculture (M. Wise) et le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) sont au courant de ces problèmes et j'approuve de tout cœur les mesures qu'ils ont prises jusqu'à présent. Cependant, monsieur le Président, je pense que l'on peut faire davantage.

Puisque de nombreux céréaliers auront un urgent besoin de liquidités pour semer le printemps prochain, j'invite instamment le gouvernement à proposer des modifications à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. Du fait de certaines rumeurs, des agriculteurs de ma région espèrent obtenir des paiements importants du Fonds de stabilisation. Je pense qu'une bonne partie de cet argent pourrait être versée aux céréaliers des Prairies avant les semailles du printemps. En outre, il faudrait modifier la loi de façon que les paiements initiaux puissent être faits à l'avenir au printemps, au moment où l'on décide des paiements.

Pendant trop longtemps, l'ancien gouvernement libéral a laissé traîner les choses tandis que l'argent s'accumulait et que les agriculteurs étaient désespérés. J'espère donc que le nouveau gouvernement agira rapidement pour présenter une mesure et permettre ainsi aux agriculteurs des Prairies d'être à la hauteur de la situation le printemps prochain.

* * *

LES FINANCES

ON APPUIE LA DEMANDE D'ACCROÎTRE LES TAXES DES SOCIÉTÉS

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, je tiens à féliciter l'homme d'affaires de Winnipeg, Albert Cohen, président de la société Gendis, qui trouve que les grandes sociétés canadiennes devraient payer plus d'impôts pour contribuer à réduire le déficit du Canada. M. Cohen a